



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

jpr/397

Arrêté du 16 décembre 2022 portant mise en demeure à la société AMCOR de respecter les dispositions applicables à son site de Ungersheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 portant prescriptions complémentaires à la société AMCOR à Ungersheim,

Vu le rapport du 28 octobre 2022 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'exploitant a fait réaliser, par la société CARON, une vérification du débit délivré par le poteau incendie situé au sud du site (PI34), en bordure de l'Innerfeldbach le 21 octobre 2022,

Considérant que cet essai donne un débit disponible de 46 m³/h à 1 bar,

Considérant que le débit minimal prescrit à l'article 91 de l'arrêté du 10 mai 2012 est de 60 m³/h,

Considérant que ce constat constitue un non-respect des dispositions de l'article 91 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 susvisé,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société SOCIETE AMCOR, dont le siège social est situé 2 rue des Violettes – 68190 UNGERSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 91 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 susvisé :

« (...)

L'exploitant dispose a minima de :

– *un réseau d'extinction automatique par sprinklage , [...]*

– *1 poteaux incendie interne implanté sur le parking P1. Ce dispositif est complété par 2 poteaux du réseau communal implantés rue des violettes et au Sud du bâtiment, les poteaux [...] assurent chacun un débit minimal de 60 m3/h durant 2 heures sous 1 pression minimale de 1 bar.*

(...)»

Article 3 : En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il peut être fait application de sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 16 décembre 2022

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT